



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

La Russie va augmenter le quota des bourses offertes aux Congolais



Edith Delphine Emmanuel Adouki s'entretenant avec Gueorgui Tchepik/Adiac

A l'issue de l'audience qui lui a été accordée le 1^{er} juin à Brazzaville par la ministre en charge de l'Enseignement supérieur, Edith Delphine Emmanuel Adouki, l'ambassadeur de la Fédération de Russie au Congo, Gueorgui Tchepik, a annoncé l'intention de son pays d'augmenter le quota des bourses d'études accordées aux étudiants congolais chaque année. « Les trois dernières années, nous accordons 105 bourses aux étudiants congolais. Notre ambition est d'augmenter ce nombre. Beaucoup de Congolais voyagent chaque année pour aller étudier en Russie et nous tenons absolument à développer cette coopération qui est importante pour l'avenir du Congo », a expliqué Gueorgui Tchepik

Page 5

SOMMET DE LA CEEAC

Albert Pahimi Padacké attendu à Brazzaville



Le Premier ministre tchadien Albert Pahimi Padacké/DR

Le Premier ministre du Tchad, Albert Pahimi Padacké, est attendu à Brazzaville pour prendre part à la session extraordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique

des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) prévue le 4 juin à Brazzaville.

Il représente à ces assises le président du conseil militaire de transition, Mahamat Idriss Déby.

Éditorial

Et la majorité ...

Page 2

FORMATION QUALIFIANTE

Le Congo se dotera bientôt d'un centre d'opticiens

Une ONG française dénommée « Mutualistes sans frontières » se propose d'installer au Congo, à partir du 15 octobre prochain, un centre de formation des opticiens appelé « Ecole congolaise d'optique ». L'ambition de ce projet est de permettre à tous les districts du pays d'avoir des opticiens. Le projet a été le 1er juin à Brazzaville au centre des entretiens entre le ministre congolais en charge de l'Enseignement technique et professionnel, Ghislain Thierry Manguessa Ebomé et le coordonnateur de l'ONG, Aziz Yann Ouali.

Page 4



Le ministre Ghislain Thierry Manguessa Ebomé avec la délégation de l'ONG Mutualistes sans frontières/Adiac

ECOTOURISME

Attirer davantage de visiteurs par la valorisation des aires protégées

Page 3

DISPARITION

Décès à Brazzaville du Pr Fidèle Yala

ÉDITORIAL

Et la majorité ...

En complément de ce que nous avons écrit ici même, hier, à propos de l'opposition il convient de souligner que la majorité présidentielle va devoir, quant à elle, accompagner et soutenir fermement le gouvernement dans la concrétisation du programme sur lequel Denis Sassou N'Guesso s'est fait élire le 21 mars dernier. Une tâche qui sera plus difficile que ne l'imagine l'opinion publique en raison de l'importance des missions que le président de la République lui a assignées tout au long de sa campagne électorale et que le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, détaillera dans son prochain discours devant les députés à l'Assemblée nationale.

Au-delà des avancées qui devront être faites par l'Exécutif dans les domaines précisés par le chef de l'Etat – en particulier la lutte contre les antivaleurs, la consolidation de la sécurité intérieure, la mise en valeur des terres agricoles, la formation des nouvelles générations – ce qui va se jouer dans les douze mois à venir sera, en effet, la reconduction de la majorité parlementaire actuelle et donc le maintien au pouvoir du gouvernement qui vient d'être formé. Un enjeu majeur pour le Premier ministre, bien sûr, mais aussi pour le Parti congolais du travail que son secrétaire général, Pierre Moussa, qui a joué un rôle clé dans la conduite de la campagne électorale, s'emploie dès à présent à relever en mobilisant les militants sur toute l'étendue du territoire national.

Considérant à juste titre que le gouvernement ne pourra mener à bien la mission qui lui est de nouveau confiée par le président de la République que si les élections législatives et locales de 2022 confirmeront la place éminente qu'elle occupe sur la scène politique congolaise, la majorité va devoir prouver son dynamisme, sa compétence, sa volonté de traduire en actes les engagements pris par Denis Sassou N'Guesso. Et ce ne sera pas facile dans le contexte de crise économique que nous vivons avec, d'une part, la lutte contre la pandémie du coronavirus et, d'autre part, les problèmes financiers qu'il va falloir résoudre, en tête desquels figure la réduction significative de la dette publique qui elle-même rendra possible l'accord en négociation avec le Fonds monétaire international dont dépend la relance de l'économie nationale et donc le progrès social.

Conclusion de tout ceci : loin de se réduire le débat politique va s'intensifier à l'échelle nationale dans les semaines et les mois à venir. S'il se déroule, comme tout le laisse prévoir, dans un climat apaisé il permettra à la nation congolaise de mieux préparer son avenir et de mieux explorer les voies qui mènent au progrès. Nul ne saurait s'en plaindre !

Les Dépêches de Brazzaville

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES

Plaidoyer pour l'adoption des textes en attente

Parmi les actions inscrites dans l'agenda de travail de la ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, Irène Mboukou-Kimbatsa, le plaidoyer à faire pour l'adoption des textes en instance au niveau des chambres du Parlement afin de faire avancer certains dossiers en faveur des vulnérables.



La ministre Irène Mboukou-Kimbatsa déroulant son plan d'actions seront consolidés », a-t-elle fait savoir.

Dans son discours d'orientation, délivré le 1er juin à Brazzaville, à l'endroit des cadres et agents du ministère des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, la ministre Irène Mboukou-Kimbatsa a souligné les grandes lignes du travail à réaliser. Politique nationale d'action sociale et son plan d'action 2018-2022, état des lieux des structures des affaires sociales et de l'action humanitaire sur toute l'étendue du territoire national, dialogue permanent avec le secteur associatif et syndical sont autant d'axes en direction desquels le travail sera orienté. « Les efforts déployés par mon prédécesseur seront consolidés »

« Les efforts déployés par mon prédécesseur seront consolidés »

En rappel, le ministère des Affaires sociales et de l'Action humanitaire a pour missions de prévenir les catastrophes et crise humanitaire en jugulant leurs effets, répondre aux besoins de protection sociale des familles, groupes et communautés dans le but de faciliter la cohésion sociale...

La ministre Irène Mboukou-Kimbatsa est consciente des défis qui l'attendent et compte sur l'apport de tous les cadres et agents du département ministériel, des partenaires pour être à la hauteur des attentes.

Rominique Makaya

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Mélaine Eta Tinto

Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,

Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé

Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo

DIRECTION TECHNIQUE

(INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Guillaume Pigasse

Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo

Chef de service préresse : Eudes Banzouzi

Gestion des stocks : Elvy Bombete

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

ÉCOTOURISME

Valoriser les aires protégées pour attirer davantage de visiteurs

La République du Congo dispose de 16 aires protégées et 5 parcs nationaux, avec des espèces et paysages rares. Mais ces différents sites sont encore peu valorisés. D'où l'initiative des deux ministères concernés de former une synergie en vue de booster le tourisme lié aux aires protégées.

La promotion de l'écotourisme a été centre des échanges, le 1er juin à Brazzaville, entre la ministre de l'Économie forestière, Rosalie Matondo, et sa collègue du Tourisme et des Loisirs, Destinée Hermella Doukaga, en présence des cadres des deux départements et des agences sous tutelle.

Les aires protégées et les parcs nationaux s'étendent du nord au sud du pays, sur au moins 3,8 millions d'hectares, soit environ 11% du territoire national. Parmi ces sites à fort potentiel écotouristique, l'on peut aller à la découverte de la Réserve naturelle des gorilles de Lesio Louna, un site situé à environ 130 km de Brazzaville, dans le département du Pool.

La réserve renferme également plus de 300 espèces d'oiseaux, explique Jean Bosco Nganongo, directeur général de l'Agence congolaise de la faune et des aires protégées (ACFAP), à savoir le Chacal à flancs rayés, le Céphalophe de Grimm, l'Oryctérope, le Vervet. Il s'agit d'un endroit avec des paysages magnifiques, à trois heures de la capitale, dans une zone où l'on se sent loin de tout, en pleine



Les deux ministères échangeant des documents/Adiac

nature.

C'est aussi le cas de la réserve naturelle de Tchimpounga de 55,5 mille hectares, à 33 km de Pointe-Noire. Située à cheval entre les districts de Hinda et de Madingou kayes, dans le département du Kouilou, la réserve abrite en son sein un sanctuaire où sont recueillis et élevés des chimpanzés avant leur réintroduction. Fascinante par son

histoire, la forêt Patte d'Oie, à peine 94 hectares en plein cœur de Brazzaville. Créée en 1938, la Patte d'Oie est l'une des premières aires protégées du pays et aussi du continent.

C'est la plus grande réserve naturelle de l'extrême nord du Congo, le parc national de Nouabalé-Ndoki propose diverses activités, comme les circuits Mbeli Bail (observation des animaux à

la clairière depuis un mirador), Mondika (observation des deux groupes de gorilles habitués et sentier écologique, alimentation des gorilles), clairière de Wali et découverte d'activités culturelles (danses traditionnelles, montée aux lianes, fabrication d'objets d'art). Il y a quelques semaines, le parc a vu arriver une guénon et son bébé d'un mois. Un autre gorille a été ob-

servé près du groupe Loya.

Toutes ces réserves naturelles peuvent devenir rentables pour l'État si la politique de valorisation de l'éco-tourisme est clairement définie et suivie. Le secteur touristique ne représente jusque-là que 3 à 4% du Produit intérieur brut du Congo, loin derrière les secteurs pétrolier (60%) et le bois (6%). « *Tous les sites du Congo sont beaux à visiter, avec des paysages magnifiques, des biodiversités riches en termes d'espèces fauniques et floriques. Il faut tout valoriser* », a insisté Rosalie Matondo.

La ministre de tutelle, Destinée Hermella Doukaga, qui s'est montrée rassurante s'engage à mettre en œuvre la feuille définie par le chef de l'État. « *Nous sommes tenues de travailler ensemble pour le développement de l'éco-tourisme, qu'il contribue véritablement à l'économie nationale, à la création d'emploi. Des infrastructures de base existent, tout comme l'ACFA et les partenaires privés qui vont nous aider à relever le défi* », a assuré la ministre.

Fiacre Kombo

TRANSPORTS ROUTIERS

Le pesage de Nkieni et Mengo lancé

Après la période de sensibilisation menée auprès des usagers, la Congolaise des routes (LCR) a inauguré officiellement le 1er juin la mise en service du pesage de Kieni à Louteté au péage de Mengo entre Brazzaville et Pointe-Noire en présence de Jean-Charles Lhommée, directeur général adjoint de LCR et l'intersyndicale des transporteurs en commun.

En lançant officiellement la mise en fonction du contrôle des charges dans le sens Pointe-Noire-Brazzaville et en ouvrant les stations de pesage de kieni et Mengo, Jean-Charles Lhommée a souhaité qu'après la phase de sensibilisation menée auprès des transporteurs que cette mise en fonction du contrôle des charges soit le plus facilement intégrée dans le mode de fonctionnement des transporteurs au Congo.

Ce contrôle instauré par LCR, société concessionnaire qui assure la gestion de la route nationale 1(RN1), est destiné à préserver la route dans la durée et participe à l'amélioration de la sécurité des personnes circulant sur la RN1. « *A compter d'aujourd'hui, la LCR va demander aux chauffeurs de camions de passer néces-*



sairement par le pesage et se conformer à la limite de charge en vigueur dans la

zone Cémac (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale) », a dit Patrick Milandou, président de l'intersyndicale des transporteurs en commun. Il a de-

mandé à tous les usagers de prendre leurs dispositions au chargement car les véhicules en surcharge seront désormais susceptibles d'être verbalisés, conformément à la loi congolaise n°7-2004 (article 12 et 18.B). Ils devront alors décharger avant de franchir la barre de la gare de péage et poursuivre leur chemin. Seulement, comme les stations de pesage ne disposent pas de dépôt, ils seront donc obligés de repartir à leur lieu de chargement pour se conformer et respecter le tonnage autorisé.

C'est une bonne chose d'avoir des routes mais c'est mieux de les entretenir pour le bien de tous, a lancé le président de l'intersyndicale des transporteurs à l'endroit des usagers. La visite du pesage de Mengo a mis fin à l'activité.

Hervé Brice Mampouya

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Vers la création d'un centre d'apprentissage d'opticiens

La délégation de l'organisation non gouvernementale française dénommée « Mutualistes sans frontières », conduite par le coordonnateur Aziz Yann Ouali, a manifesté le 1^{er} juin l'ambition d'installer un centre de formation des opticiens dénommé « Ecole congolaise d'optique (ECO) » lors de l'entretien avec le ministre de l'Enseignement technique et professionnel, Ghislain Thierry Manguessa Ebomé.

A sa sortie d'audience, Aziz Yann Ouali a indiqué que les discussions avec le ministre ont porté sur le programme d'installation du centre. Il ouvrira ses portes aux apprenants dès le 15 octobre prochain. L'objectif est de permettre d'avoir des opticiens dans tous les districts du pays. « Nous avons un grand projet pour le Congo pour construire une première école publique d'opticien en Afrique. A la fin de cette formation, les apprenants bénéficieront d'un Brevet de technicien supérieur », a-t-il déclaré. Le Pr. Thierry Yandza, membre de l'Organisation non gouvernementale, a rap-



Le ministre Ghislain Thierry Manguessa Ebomé avec la délégation de l'ONG Mutualistes sans frontières (Adiac)

« Au Congo les opticiens ne sont qu'à Brazzaville et Pointe-Noire. Le coût des lunettes est élevé, ce qui signifie que la population n'a pas accès à un opticien »

porté que le problème de vue touche le monde entier. En effet, plus de 90 millions de personnes victimes des maladies liées à la vue qui ne sont pas prises en charge sont surtout en Afrique.

« Au Congo les opticiens ne sont qu'à Brazzaville et Pointe-Noire. Le coût des lunettes est élevé, ce qui signifie que la population n'a pas accès à un opticien », a-t-il dit.

Il a, par ailleurs, expliqué que la durée de la formation des apprenants a été également une question en discussion, ajoutant que le programme des enseignements sera adapté à la réalité du pays.

Lydie Gisèle Oko

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée du Bassin du Congo

galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

de LUNDI

à VENDREDI (9h-17h)

et SAMEDI (9h-13h)

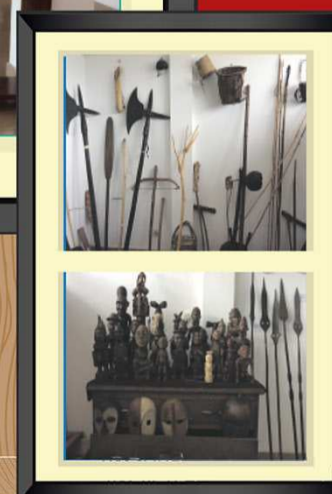
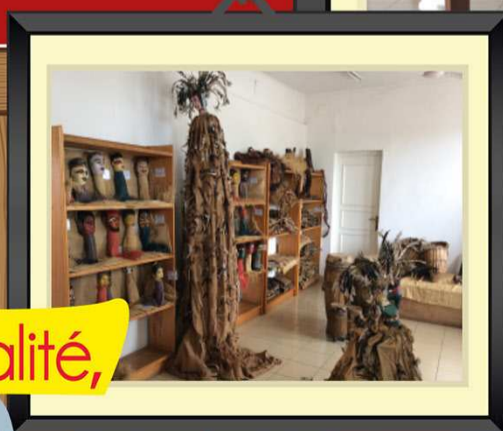
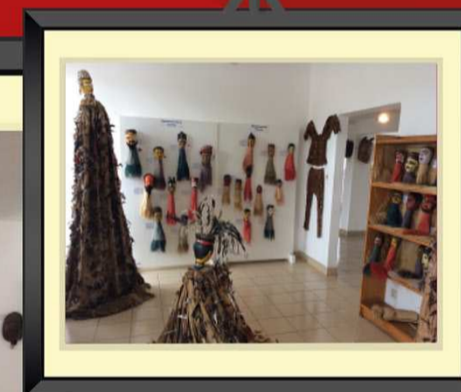
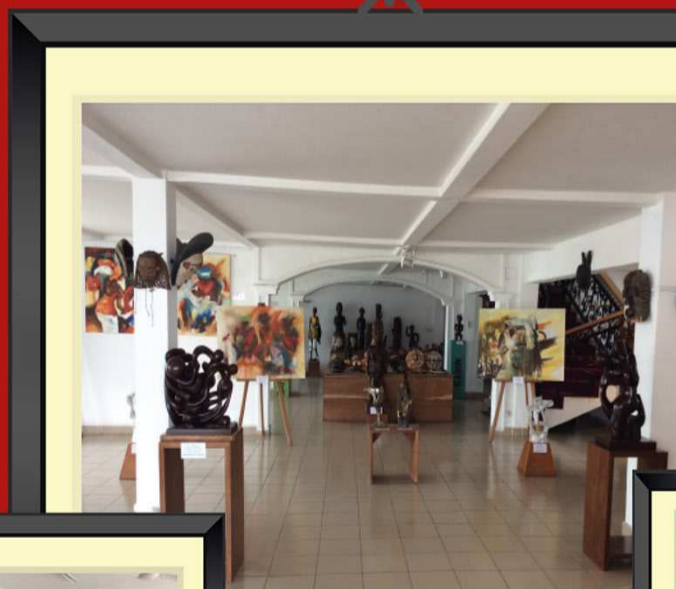
Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE



L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

EDUCATION

La Russie envisage d'augmenter le nombre de bourses offertes aux Congolais

L'ambassadeur de la Fédération de Russie au Congo, Gueorgui Tchepik, a annoncé le 1^{er} juin à Brazzaville l'intention de son pays d'augmenter le nombre de bourses accordées aux étudiants congolais chaque année.

Le diplomate russe s'est exprimé à l'issue d'une audience avec la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Edith Delphine Emmanuel Adouki. « Depuis les trois dernières années, nous accordons 105 bourses aux étudiants congolais. Notre ambition avec Mme la ministre est d'augmenter ce nombre pour donner plus de bourses. Il y a beaucoup des Congolais qui voyagent chaque année pour aller étudier en Russie et nous tenons absolument à continuer et élargir ce genre de



Edith Delphine Emmanuel Adouki s'entretenant avec Gueorgui Tchepik Adiac

coopération qui est très important pour l'avenir de la République du Congo », a expliqué Gueorgui Tchepik. Selon lui, outre les bourses offertes gratuitement dans le cadre de la coopé-

ration bilatérale, de nombreux Congolais partent étudier chaque année en Russie à leurs frais. Ce qui porte le nombre à trois cents personnes.

Edith Delphine Emmanuel Adouki et son hôte ont éga-

lement passé en revue la coopération en matière de technologie. « Nous avons aussi certains volets en matière de haute technologie. Le volet de l'emploi de l'énergie nucléaire, parce que c'est l'agriculture et

la médecine qui sont les bénéficiaires de cette coopération que nous tenons à lancer dans l'avenir... Pour commencer, nous devons faire de petites choses, mais qui sont très importantes dans l'agriculture et la médecine. Donc, la médecine comme l'agriculture contemporaines ont besoin des choses qui ne peuvent être faites qu'avec cette technologie nucléaire », a conclu Gueorgui Tchepik, précisant que l'enseignement supérieur et la technologie sont deux volets très importants de la coopération bilatérale entre le Congo et la Russie.

Parfait Wilfried Douniama

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

L'AFD a finalisé la mission d'instruction

Le directeur de l'Agence française de développement (AFD), Lionel Cafferini, a présenté le 1^{er} juin à Brazzaville, au ministre de l'Aménagement du territoire, des Infrastructures et de l'Entretien routier, Jean Jacques Bouya, les conclusions d'une mission dont l'objectif final est d'aider le Congo à mettre en place un programme d'utilisation durable de ses terres.

Il s'agit d'accompagner et de soutenir les différents jalons de la note d'intention que le président de la République du Congo, Denis Sassou N'Gouesso a signée avec le président de la République française, Emmanuel Macron, en septembre 2019, visant à mettre en place une politique nationale d'aménagement du territoire au Congo qui préserve les ressources naturelles et lutte contre le changement climatique. « Nous sommes venus présenter les résultats de la mission d'instruction des programmes durables des terres qui viendront appuyer la République du Congo aux décisions relatives à l'aménagement du territoire. Nous avons identifié les différents composants. A propos du financement, 35 millions de dollars seront mobilisés par l'initiative CAFI. La France fera, quant à elle, un don de 15 millions d'euros », a indiqué le directeur de l'AFD. Pour sa part, Jean Jacques Bouya a souligné : « ... pour faire l'agriculture il faut des terres bien aménagées mais dans un pays ayant des forêts qu'il va falloir préserver. Il y a aussi une exploitation forestière à mettre en place de manière réfléchie. Ce qui signifie que la question d'affectation des terres est essentielle. Il va donc falloir qu'une harmonisation au niveau de l'aménagement du territoire soit mise en place. »

Rappelons que la première phase dudit programme va consister à accompagner le Congo à mener cette politique de manière inclusive avec notamment l'ensemble des ministères et la société civile dans le but de construire au Congo une plateforme de spécialistes en la matière.

La deuxième phase, plus opérationnelle, portera sur l'accompagnement d'investissement dans le domaine de l'agriculture et de la forêt, en vue de mettre en place un véritable programme de diversification économique tout en préservant l'écosystème naturel.

Lopelle Mboussa Gassia

SANTÉ

Les fumeurs courent le risque de développer une forme grave de Covid-19

A l'occasion de la Journée mondiale sans tabac, l'OMS a lancé, le 31 mai, un appel à tous les pays de jouer leur rôle en se joignant à la campagne lancée il y a quelques mois.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) s'est félicitée du succès de sa campagne « S'engager à arrêter », qui a permis de mettre gratuitement à disposition de plus d'un milliard de consommateurs de tabac les ressources de la boîte à outils d'aide au sevrage de l'agence onusienne.

La campagne a pour objectif de soutenir les millions de consommateurs de tabac qui ont décidé d'agir pour protéger leur santé, mais qui ont toutefois besoin d'aide pour réussir. En effet, l'OMS aide les personnes qui cessent de fumer à réduire leur risque de forme grave de l'infection à coronavirus.

Actuellement, cette campagne travaille directement avec vingt-neuf pays ciblés. Chaque pays est convenu avec l'OMS de certaines activités, parmi lesquelles: la mise en place de campagnes nationales de sensibilisation; la diffusion de nouveaux outils numériques; la révision des politiques; la mobilisation des jeunes; la formation des agents de santé; l'ouverture de nouvelles cliniques de sevrage

tabagique; le soutien aux thérapies de remplacement de la nicotine par l'intermédiaire de partenaires de l'OMS; la mise en place de services gratuits d'aide par téléphone et la mise à disposition de cours pour arrêter de fumer.

« Les fumeurs courent un risque jusqu'à 50% plus élevé de développer une forme grave de la Covid-19 et d'en mourir. Par conséquent, cesser de fumer est la meilleure chose que les fumeurs puissent faire pour réduire leur risque face à ce coronavirus, outre le risque de développer des cancers, des cardiopathies et des maladies respiratoires », a déclaré le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, le directeur général de l'OMS. « Nous appelons tous les pays à jouer leur rôle, en se joignant à la campagne de l'OMS et en créant des environnements sans tabac qui donnent aux gens les informations, le soutien et les outils dont ils ont besoin pour cesser définitivement de fumer », a-t-il ajouté.

Dans le cadre du défi « J'ar-

rête de fumer », les personnes qui souhaitent ne plus fumer reçoivent conseils et encouragements chaque jour, et cela pendant une période pouvant aller jusqu'à six mois. Cette aide est disponible gratuitement sur WhatsApp, Viber, Facebook Messenger et WeChat.

À l'échelle mondiale, environ 39% des hommes et 9% des femmes consomment du tabac. C'est en Europe que l'on constate aujourd'hui les taux de tabagisme les plus élevés, à 26%, les projections ne montrant qu'une diminution de 2% d'ici à 2025 si des mesures gouvernementales ne sont pas prises de toute urgence.

Les pays ciblés par la campagne sont les suivants : Etats-Unis; Mexique; Russie; Égypte; Inde; Timor-Leste; Pologne; Philippines; Indonésie; Ouzbékistan; Kazakhstan; Kenya; Sénégal; Soudan; Suriname; Allemagne; Éthiopie; Nigéria; Brésil; Iran; Pakistan; Kirghizistan; Chine; Bangladesh; Viet Nam; Afrique du Sud; Turquie; Jordanie; Ukraine.

Yvette Reine Nzaba



EMPRUNT OBLIGATAIRE PAR APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE " EOG 6% NET 2021-2026 "

ÉMETTEUR : ÉTAT GABONAIS

PÉRIODE DE SOUSCRIPTION : DU 21 MAI AU 03 JUIN 2021

MONTANT DE L'ÉMISSION :

175
MILLIARDS DE FCFA

TAUX D'INTÉRÊT :

6%
NET/AN SUR CINQ (5) ANS.

* EXONÉRÉ D'IMPÔT POUR TOUS LES RÉSIDENTS DE LA ZONE CEMAC

Accélérons la transformation de notre économie

Nombre de titres : 17 500 000 d'obligations. Valeur nominale : 10.000 FCFA. Minimum de souscription : 50 titres. Amortissement : Linéaire quatre (4) ans et un différé d'un (1) an. Maturité : Cinq (5) ans. Conformément aux dispositions régissant l'Appel Public à l'Épargne sur les marchés financiers de la zone CEMAC, cette opération a été enregistrée par la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF) sous le numéro COSUMAF-APE-02/2021

Arrangeur & Chef de file



Co-Arrangeurs



Co-Chefs de file



Cotation



www.empruntobligatairegabon2021.com



CRÉATION DE LA FONDATION MARCEL GOTÈNE

Marcel Gotène, l'un des plus grands peintres modernes africains du XX^e siècle prédisait peu avant sa mort en 2013 :

« Mon œuvre contribuera à mieux faire connaître le Congo sur les cinq continents »

Artiste du vivant inspiré des légendes de son pays, son art et son histoire continuent d'exercer une immense fascination en dépit du temps qui passe.

Si le peintre du Cosmos nous a quittés en 2013, son œuvre lui survit et nous raconte sans relâche l'histoire du Congo.

La Fondation Marcel Gotène créée et dirigée par sa famille entretiendra sa mémoire et sa notoriété au-delà des frontières et du temps.

Soutenez la fondation, préservez le souvenir de l'artiste et de son œuvre en faisant un don.

Compte bancaire de la fondation Marcel Gotène
Banque Congolaise de l'Habitat (BCH) - RIB : 30015-24201-10120001668-71

84, Bd Denis Sassou Nguesso
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

fondationmarcelgotene@gmail.com
www.fondationgotene.com

FRANCE /CENTRAFRIQUE

Emmanuel Macron dénonce la présence russe, le sentiment anti-français et suspend l'aide budgétaire

A la faveur d'une interview sur l'Afrique, accordée au Journal du Dimanche (JDD), le président français accuse son homologue centrafricain d'être l'otage « du groupe Wagner », dénonce le sentiment anti-français et annonce la suspension de l'aide budgétaire française en Centrafrique.

Le chef de l'Etat français évoque un certain sentiment anti-français en Centrafrique, « instrumentalisé » par un groupe privé lié à la Russie, Wagner, dont des éléments lutteraient aux côtés des forces armées centrafricaines (Faca). « *Ce discours anti-français permet de légitimer une présence de mercenaires prédateurs russes au sommet de l'État avec un président qui est aujourd'hui l'otage du groupe Wagner* », a-t-il déclaré. Et d'ajouter : « *Ce groupe s'empare des mines et, par là même, du système politique* ». La présidence centrafricaine, s'est réservée de tout commentaire. « *Mais notre ligne n'a pas bougé. Nous ne traitons pas avec le groupe Wagner, mais avec le ministère russe de la Défense dans le cadre d'un accord bilatéral appliqué en toute transparence et sous contrôle du Conseil de sécurité* », a souligné une source proche de la présidence centrafricaine.

Quelques jours avant l'interview, les deux chefs d'État ont échangé par téléphone. Emmanuel Macron aurait annoncé à son homologue centrafricain que « *l'aide budgétaire 2020 ne sera pas décaissée et celle de 2021 suspendue* ». Pour Joseph Bendouga, député du Mouvement démocratique pour la renaissance et l'évolution de la Centrafrique, « *le président [Touadéra] se raccroche à la*



Russie comme un naufragé qui s'accroche à un crocodile ». Bangui affirme ne pas traiter avec le groupe Wagner, une société militaire privée russe, installée en Centrafrique.

Au printemps 2019, le président français avait mis en garde ses homologues africains contre Pékin et le surendettement. Depuis,

d'autres acteurs-rivaux se sont ajoutés. C'est le cas de la Russie et la Turquie. Faisant allusion à ces deux puissances, Emmanuel Macron avait déclaré : « *Les réseaux russes et turcs en Afrique jouent à merveille [un jeu l'anti-français]. Leur système de désinformation est très bien fait. Il alimente le recours des mer-*

le président français, Emmanuel Macron ceniaires russes en Afrique ». Si Emmanuel Macron n'a « aucun problème avec ça », en revanche, il ne peut « *pas laisser tuer des soldats français sur un théâtre d'opérations où ils se font insulter* ». Ce fut le cas au Mali et en Centrafrique. Au fur et à mesure que se sont installés ces nouveaux acteurs des relations internatio-

nales en Afrique, l'influence de la France a décliné.

La présence des militaires russes est de plus en plus visible dans ce traditionnel pré-carré français délaissé au cœur de l'Afrique. Paris intervenait, en effet, régulièrement dans cet Etat instable. La dernière fois, c'était en 2013 pour empêcher des massacres intercommunautaires. Une mission de l'ONU a ensuite pris le relais. Mais, malgré la présence de 12000 Casques bleus, l'Etat centrafricain n'a jamais réussi à regagner le contrôle d'un territoire grand comme la France et très riche en ressources minières. Le président Faustin-Archange Touadéra, réélu pour un second mandat en décembre 2020, a réussi à gérer le pays sans que les dérapages ne s'accroissent, avec l'appui des Casques bleus de l'ONU, des militaires rwandais et russes. La France voit d'un très mauvais œil cette omniprésence russe.

Depuis l'indépendance de l'ex-Oubangui-Chari en 1960, la litanie des noms d'opération (Barracuda, Almandin, Boali, Sangaris) témoigne de l'engagement, sans discontinuer de la France en Centrafrique, où elle a une base militaire à M'poko, forme, entraîne les Faca, et où elle intervient soit pour rétablir l'ordre, soit pour protéger ses ressortissants, soit pour apporter une assistance humanitaire, soit simplement pour payer les fonctionnaires.

Noël Ndong

ETATS-UNIS

Des réformes en profondeur sur la justice raciale se font attendre

Le meurtre en mai 2020 de George Floyd, un quadragénaire afro-américain par quatre policiers, entraîne des changements remarquables au sein de la justice et de la police. En témoignent le fait que sera prononcée le 25 juin, la peine de Derek Chauvin, qui s'était agenouillé sur son cou et reconnu coupable de son supplice. Ses trois anciens collègues seront jugés en mars pour complicité.

Même si beaucoup reste encore à faire concernant le vaste projet de réforme de la justice et notamment la police, accusée de discrimination et de brutalité, la chambre des représentants donne le ton pour que de profonds changements soient entrepris. Mais les mesures adoptées ont une portée très limitée, puisque le président a beau réclamer que le Sénat adopte une réforme de la police, mais elle est bloquée par les républicains qui refusent de toucher à la large immunité dont bénéficient les forces de l'ordre.

Malgré cette sorte de résistance, l'avancée est prévisible même si l'actuel locataire de la Maison-Blanche n'a pas réussi, comme il l'espérait, à faire voter un texte contre les violences policières. On sait néanmoins que sa détermination ne souffre d'aucune entorse, car six jours seulement après son entrée à la

Maison-Blanche, il avait signé de premiers décrets pour améliorer la justice raciale.

Du côté des grandes entreprises américaines, des promesses ambitieuses ont été faites sur la lutte contre les discriminations raciales. Et dans ce même ordre d'idées la ville d'Evanston est la première à avoir voté l'octroi de fonds aux résidents noirs en guise de réparation pour les discriminations en matière de

d'une génération. Il y aura de nombreux programmes et initiatives et davantage de financement », commente la conseillère municipale, Robin Rue Simmons, architecte de ce programme.

Les Américains appelés à lutter contre le racisme

C'est fort de cet élan que Joe Biden appelle l'Amérique à « *lutter contre le racisme qui*

la police américaines. « *On ne peut pas s'arrêter-là* », martèle-t-il, allusion faite au verdict déclarant Derek Chauvin coupable de la mort de l'Afro-Américain.

Plusieurs Américains redoutent que l'administration Biden ait du pain sur la planche en engageant des réformes dans la justice et la police. « *La condamnation de George Floyd ne changera rien* », à l'issue du

ne pouvait pas le changer », estime Marquevion Rapp, un étudiant afro-américain, évoquant la longue liste de personnes noires mortes du fait de la police et sans que justice soit faite.

A la question de savoir qu'est ce qui a concrètement changé depuis la mort de George Floyd, plusieurs Américains répondent de manière laconique : « *Honnêtement, rien. Des personnes noires meurent toujours* ». « *Malgré des millions de dollars versés dans la formation des policiers, vous avez toujours des gens qui meurent à cause de la police, et qui ne devraient pas être assassinés* », confie l'un d'eux. Une situation qui conduit les membres de la famille Floyd, qui sont devenus les porte-voix de la lutte contre l'injustice raciale de marteler que « *les lignes doivent bouger en profondeur* ».

Nestor N'Gampoula

« Cette initiative n'est pas une réparation complète. Nous savons tous que le chemin de la réparation et de la justice dans la communauté noire va être le travail d'une génération. Il y aura de nombreux programmes et initiatives et davantage de financement »

logement. « *Cette initiative n'est pas une réparation complète. Nous savons tous que le chemin de la réparation et de la justice dans la communauté noire va être le travail*

entache » l'âme de son pays. L'ancien président américain, Barack Obama, pense quant à lui, que l'heure a sonné pour que de sérieuses transformations se fassent au sein de la justice et

procès de sa mort, qui ne donne aux Afro-Américains que peu d'espoir d'amélioration de leurs relations avec les policiers. « *Cela dure depuis tellement longtemps, c'est comme si on*

TRANSFERT MOBILE

Airtel Money lance des transactions en zone Cémac

Il est désormais possible d'effectuer des dépôts et des retraits d'argent à via Airtel Money, du Congo vers le Cameroun et le Gabon, en attendant l'activation vers la Centrafrique et la Guinée Equatoriale. Le nouveau service Airtel Money a été lancé, le 27 mai à Brazzaville, à travers la plateforme sécurisée GIMACPAY.



Devant la presse nationale lors du lancement du service GIMACPAY, le directeur général d'Airtel Money, Lenine M'Biye, a réitéré l'engagement de l'entreprise à permettre à toute la population congolaise d'épargner et d'effectuer des transferts d'argent au Congo à partir du téléphone mobile. Né en 2011, Airtel money est le tout premier service porte-monnaie électronique en République du Congo.

Ce nouveau service répond à la demande de la population d'effectuer des transactions vers l'étranger, au sein de la sous-région. Airtel money a, pour cela, noué un partenariat avec le Groupement Interbancaire Monétique de l'Afrique Centrale (Gimac), grâce à l'appui de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale.

Ce partenariat avec le Gimac permet aux abonnés d'Airtel money d'effectuer en toute sécurité et sans se déplacer des transactions monétaires vers les pays de la CEMAC. Mais surtout « d'envoyer et recevoir de l'argent depuis un opérateur mobile des pays concernés ; de transférer de l'argent vers un compte bancaire situé dans la zone CEMAC et vice-versa ; d'acheter des biens et services auprès de tous les commerçants connectés à GIMACPAY



; de retirer de l'argent du compte Airtel money auprès des distributeurs automatiques des banques de la sous-région », a assuré Monsieur Lenine M'Biye.

L'accès au service GIMACPAY est très facile, il suffit de composer * 128 , puis choisissez l'option 8 GIMACPAY et suivez les instructions. Aucun montant minimum n'est exigé ; l'utilisateur doit

juste s'assurer qu'il dispose du montant nécessaire pour payer la transaction effectuée, soit 2,4% du montant à envoyer et 0,4% du montant à retirer. Les avantages de la nouvelle application sont énormes, estime Marlène Mpassi, car en plus de réaliser des transactions instantanées depuis le téléphone mobile vers un compte bancaire vice-versa, Airtel Money offre des tarifs

imbattables pour les transferts et retrait dans la zone CEMAC. Le service offre également de garantie de sécurité à ses utilisateurs, par exemple, en cas d'erreur d'envoi.

« Les cas d'erreur d'envoi seront trop minimes surtout que vous serez amené à confirmer l'opération avant de valider avec le mot de passe et envoyer. Toujours est-il en cas d'erreur, vous pouvez prendre attache avec le service client en appelant le 128 ou vous rendre directement dans le point Airtel money le plus proche », rassure Marlène Mpassi.

Présent à la cérémonie du lancement de GIMACPAY, le Premier Secrétaire à l'ambassade du Cameroun au Congo, Serge Bondo Zengoueng, a salué une initiative visant à faciliter les transactions financières entre le Congo et son pays, signe d'intégration sous-régionale. Il faut savoir que l'utilisateur peut se servir de GIMACPAY pour payer les factures (eau et électricité) ; acheter du crédit de communication et activer l'abonnement des chaînes câblées.





LE PRÉSIDENT DE LA BANQUE MONDIALE

Pauvreté, inégalités et climat : les grands choix de notre temps

David Malpass

Ce sont les populations les plus pauvres et vulnérables dans les pays en développement qui payent le plus lourd tribut à la COVID-19. La crise consécutive à la pandémie a creusé les inégalités et exacerbé les difficultés qui existaient déjà, des carences des systèmes de santé et de l'éducation aux conséquences du changement climatique, en passant par la stagnation des revenus, la montée des conflits et des violences, et les décisions d'emprunt inopportunes. Les retards dans le lancement des campagnes de vaccination dans les pays en développement aggravent les inégalités dans le monde et mettent en danger la vie de centaines de millions de personnes âgées ou vulnérables.

Au-delà du préjudice immédiat, la COVID-19 laissera des séquelles durables : enfants privés de leur scolarité, mais aussi des programmes de nutrition et de vaccination rattachés à l'école ; faillites d'entreprises et perte de compétences professionnelles ; amenuisement de l'épargne et des actifs ; et dette excessive qui plombe les investissements et limite les dépenses sociales urgentes.

La Banque mondiale s'est mobilisée rapidement pour aider les pays à faire face, selon une approche en trois temps : 1) en soutenant dès le début de la crise des programmes sanitaires d'urgence au profit de plus de 100 pays ; 2) en finalisant, dès la fin de 2020, des évaluations de l'état de préparation de plus de 140 pays au déploiement des vaccins ; et 3) en finançant l'achat et le déploiement des vaccins anti-COVID, avec des projets qui atteindront au moins 4 milliards de dollars d'engagements en faveur de 50 pays d'ici au milieu de l'année. La Société financière internationale (IFI), notre branche dédiée au développement du secteur privé, s'efforce de son côté d'accroître l'approvisionnement en vaccins et en équipements médicaux essentiels.

Investir dans la généralisation de l'accès aux vaccins est le meilleur moyen de consolider la reprise, et j'ai à maintes reprises exhorté les pays possédant des stocks de doses suffisants à en faire bénéficier le plus vite possible les pays en développement qui disposent de plans de vaccination.

En plus des programmes de vaccination, nous nous efforçons d'orienter nos financements et notre expertise vers des projets qui permettront de protéger des vies et des moyens de subsistance tout en favorisant un développement vert, résilient et inclusif. Le monde en développement a besoin d'une croissance large et durable, suffisamment soutenue pour extraire des millions de familles de la pauvreté, tout en intégrant les enjeux du développement et du climat.

Afin d'aider les pays à réaliser leurs objectifs climatiques, le Groupe de la Banque mondiale va mobiliser au moins 35 % de ses financements au cours des cinq prochaines années – soit un montant total de 100 milliards de dollars – pour appuyer l'investissement climatique dans les pays en développement. Mais ce ne sont pas tant les sommes dépensées que les résultats qui comptent. Pour répondre aux besoins existants, nos financements seront en partie consacrés à des efforts d'atténuation à fort impact qui viseront à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) en mettant l'accent sur les secteurs les plus émetteurs. Et parce qu'il faut se tourner vers l'avenir, nous consacrerons au moins la moitié de nos financements pour le climat à des mesures d'adaptation à fort impact, afin d'aider les pays à se préparer aux effets délétères des dérèglements climatiques. L'importance accordée à l'adaptation prend acte du fait que le changement climatique frappe plus durement les pays les plus pauvres, alors même qu'ils ne sont à l'origine que d'une part minime des émissions de GES. Dans l'immédiat, il s'agira notamment d'accompagner les pays dans la mise en œuvre de leurs contributions déterminées au niveau national et leurs plans de développement décarboné à long terme. Les approches adoptées pour se conformer à l'accord de Paris varient considérablement en fonction des pays, et il est important que leur action climatique produise un impact maximal tant sur le plan des émissions que de l'adaptation.

Les inégalités mondiales se creusent d'autant plus que les pays pauvres sont nombreux à connaître des niveaux d'endettement record et à payer des taux d'intérêt élevés, contrairement aux économies avancées, qui bénéficient de taux proches de zéro. Avant même la pandémie, la moitié des pays à faible revenu étaient déjà surendettés ou au bord du surendettement. À la suite de l'explosion de la COVID,



j'ai appelé de mes vœux un allègement de la dette pour les pays les plus pauvres, en préconisant, pour commencer, un moratoire immédiat sur le service de la dette. L'Initiative de suspension du service de la dette mise en place par le G20 a permis à 43 pays de différer le paiement de près de 5,7 milliards de dollars au total entre mai et décembre 2020, auquel pourrait s'ajouter un montant supplémentaire de 7,3 milliards de dollars au premier semestre de 2021. Les niveaux d'allègement ont cependant été inférieurs aux anticipations, notamment en raison du fait que tous les créanciers n'ont pas participé à l'initiative. Ce qui signifie que des créanciers ont, pendant la crise, continué de percevoir des milliards de dollars en remboursements de capital et paiements des intérêts. En outre, au terme de la période de moratoire, qui s'achèvera en décembre 2021, les pays débiteurs seront redevables des paiements suspendus et des intérêts.

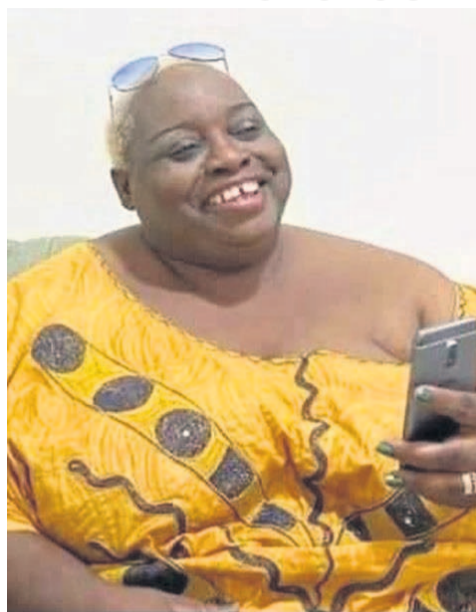
Au mois d'avril, le G20 a annoncé l'adoption d'un cadre commun sous l'égide duquel les pays confrontés à une dette publique non soutenable pourraient parvenir à des niveaux d'endettement modérés. En collaboration avec le FMI, nous apportons notre soutien à la mise en œuvre de ce cadre. Un grand nombre des accords de prêt conclus ces dernières années comportent cependant des dispositions qui rendent difficiles les efforts d'analyse et de restructuration : collatéralisation, clauses de non-divulgaration ou atteintes au principe du traitement comparable de tous les créanciers. L'histoire nous montre que les pays incapables de se décharger du fardeau de leur dette ne se développent pas ni ne parviennent à réduire durablement la pauvreté.

Les écarts dans les mesures de relance budgétaire et monétaire constituent également un amplificateur des inégalités, au sein et entre les pays. Les mesures de relance budgétaire et de soutien mises en place dans le contexte de la pandémie se concentrent dans les économies avancées, tandis que les populations des pays en développement ne bénéficient pas de tels efforts. En témoigne la flambée des prix tirée par la demande dans les économies avancées, alors même qu'un grand nombre de pauvres dans le monde souffrent d'insécurité alimentaire. Le déséquilibre mondial est encore plus grand en matière monétaire : les programmes d'achat d'obligations par les banques centrales et les politiques de régulation du crédit orientent les ressources uniquement vers les institutions les plus sûres et les plus avancées, au détriment des autres emprunteurs.

Notre réponse collective face à la pauvreté, aux inégalités et au changement climatique déterminera les choix de notre temps. Les défis sont immenses et leur résolution appelle de nouvelles approches, dans les pays en développement comme dans les économies avancées. Le Groupe de la Banque mondiale s'attache à aider les pays à opérer des changements constructifs et à instaurer un développement durable dans toutes les activités qu'il mène en collaboration avec les secteurs public et privé au service de sa mission fondamentale : réduire la pauvreté et promouvoir une prospérité partagée.

David Malpass est le président du Groupe de la Banque mondiale.

NÉCROLOGIE



Lucie Prisca NzingaCondhet, journaliste aux Dépêches de Brazzaville, les familles Mbaya et Mbémbé, les enfants et petits-fils Makaya : Nzonzi Roberto Nephtalie, Mme Konan Elizabeth née Makaya (en Côte-d'Ivoire), Jean Daniel Makaya et Aquila NabothMakaya en France. Mme Pandi Eliezer Abigaïl, Tania née Makaya, Mamie Makaya, Kesiath Makanga, DomarkMakanga, Jackson Gobert, tous à Pointe-Noire, Ont la profonde douleur d'annoncer aux parents amis et connaissances, le décès de leur grande sœur, sœur et mère Yeda Damaris Zinga Makaya alias Darling Amadeus, survenu le 19 mai à Pointe-Noire. La veillée mortuaire se tient au quartier Air Afrique en diagonale du Night-club le Marala. L'inhumation aura lieu le samedi 5 juin au cimetière de Loubou.

M. Grégoire Bonassidi et la famille Djambou ont le profond regret d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur fils, Glen Joavy Thimotheé Bonassidi Kinganga (Timo), étudiant en 2^e année HSE à l'EAD, survenu le 24 mai à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au domicile familial à Madibou, derrière le Lycée agricole Amilcar Cabral. L'inhumation aura lieu le mercredi 2 juin 2021 au cimetière familial à Loua.



IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMÉRIQUE
SÉRIGRAPHIE
PELLICULAGE
DOS CARRÉ COLLÉ
CONCEPTION

UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

Journaux

Magazines

Chemises à rabat

Cartes de visite

Dépliants

Livres

Calendriers

Flyers, Affiches

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administ
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-cong

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gouesso
Brazzaville - République du Congo

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente: Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.

Un Espace culturel Pour vos Manifestations :
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.

Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassous N'Gouesso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert

DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h

FRAUDE MINIÈRE EN RDC

Le VPM de l'Intérieur accompagne le CEEC

La lutte contre la fraude minière en RDC a été le sujet au centre de l'audience que le vice-Premier ministre (VPM), ministre de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires coutumières, Me Daniel Aselo Okito Wa Koy, a accordée dernièrement en son cabinet de travail au directeur général du Centre d'expertise, d'évaluation et certification des substances minérales précieuses et semi-précieuses, CEEC en sigle, Pascal Nyembo.

A en croire le directeur général (DG) du CEEC, il était important d'échanger avec le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur sur la question de l'exploitation illicite des minerais dans la région des grands lacs. A notre niveau de la commission nationale de lutte contre la fraude, a-t-il ajouté, nous devons travailler de manière à ce que nos minerais qui seront exportés pendant cette période ne soient pas considérés comme les minerais de sang et de guerre.

Pour ce faire, a-t-il renchérit, la commission de lutte contre la fraude se doit d'observer le code minier et les manières de procédure de traçabilité. Elle se devra également d'observer



Me Daniel Aselo Okito échangeant avec le DG du CEEC

ver l'accord de grand lac dans le cadre des chaînes d'approvisionnement responsable de nos minerais. Le vice-Premier ministre Daniel Aselo Okito Wa Koy s'est, quant à lui, inscrit dans la logique du chef de l'Etat, Félix Antoine Tshisekedi qui a fait de la lutte contre la fraude minière son cheval de bataille. C'est dans cette optique que Me Daniel Aselo a pris, en sa qualité du numéro un de cette commission, l'engagement d'accompagner les membres de la commission dont il est lui-même patron pour que les minerais de la RDC ne soient pas considérés comme ceux de sang et de guerre pendant cette période.

Blandine Lusimana

THÉÂTRE

La 9^e édition de Ça se passe à Kin a levé le rideau hier

La Belgique, le Congo-Brazzaville, la France, la Guyane française et le Rwanda sont les hôtes du festival itinérant organisé en une semaine, du 1^{er} au 8 juin, entre le Tarmac des Auteurs, la Halle de la Gombe, l'Institut national des arts et Chez l'habitant.

Le rideau de la 9^e édition du festival Ça se passe à Kin a été levé sur les planches du Tarmac des Auteurs le 1^{er} juin à 19h. Le lancement de l'événement théâtral kinois va s'opérer avec la Belgique, le Rwanda et la RDC autour de Murs-murs, une pièce inspirée d'Onions make us cry (Les oignons nous font pleurer) de Zainabu Jallo. Mise en scène par Carole Umulinga Karemera, elle sera jouée par Carole Karemera et Cecilia Kankonda. Le festival annonce que seules vingt personnes ont le privilège de participer à cette ouverture. Et, il en sera ainsi de tous les spectacles programmés en salle, covid-19 oblige. Murs-murs est reprogrammée le lendemain dans le même cadre. Ainsi, la journée du mercredi 2 juin commence à 11 heures avec la représentation de la veille.

En marge de l'ouverture



annoncée au Tarmac des Auteurs, à l'Institut français-Halle de la Gombe, L'enclos, une mise en scène de Kessy Ibrahim Apendeke s'est jouée sous la petite halle. Programmée une heure avant, soit à 18h, elle a mis en avant le « programme émergence théâtrale » qui donne la parole aux jeunes auteurs. Comme pour la pièce d'ouverture, le texte de Kokouvi Dzifa Galley va jouer d'une seconde représentation ce 2 juin à 19 h. Il va donc clore la seconde soirée du Tarmac des Auteurs alors que de son côté, la Halle de la Gombe va accueillir sur ses planches Memento Mori, extrait du texte de Hala Moughanie mis en scène par Aaron Lukamba. Il s'agit là de la seconde pièce qui va être présentée dans le cadre du « programme émergence théâtrale », a fait savoir le festival.

Nioni Masela

AMICAUX FIFA

Hector Cuper et les Léopards à Tunis pour affronter la Tunisie et le Mali

Après avoir signé son contrat de deux ans avec le gouvernement dont l'objectif est la qualification pour la Coupe du monde Qatar 2022, le technicien argentin Hector Cuper conduit les Léopards à Tunis pour un stage de préparation assorti de deux matchs amicaux.

Le nouveau sélectionneur des Léopards de la République démocratique du Congo (RDC), l'Argentin Hector Raoul Cuper, est déjà à pied d'œuvre quelques heures après la signature de son contrat. Dans un premier temps, il a modifié la liste des joueurs retenus pour le stade de deux semaines en Tunisie assorti de deux matchs amicaux Fifa contre les Aigles de Carthage de la Tunisie le 5 juin et les Aigles du Mali le 11 juin.

Sur la deuxième liste de trente joueurs, on retrouve des noms comme Chris Mavinga (FC Toronto/Canada) qui revient après presque un lustre, ainsi que Giannelli Imbula (Portimonense/Portugal), Samuel Moutoussamy (Nantes/France), Chadrac Akolo (Paderborn/D2 Allemagne), Joël Kayamba (FC Viktoria Plzen/République Tchèque) et Yoane Wissa (Lorient/France). Par ailleurs, Hector Cuper a écarté



Les Léopards avant de prendre leur avion pour Tunis

Yannick Bolasia qui est à la recherche d'un club après la fin de son bail à Middlesbrough en Championship anglaise ainsi que son coéquipier en club Neeskens Kebano. Chancel Mbemba de Porto au Portugal est blessé, et Luyindama de Galatasaray en Turquie est à Kinshasa en lune de miel après son très récent mariage.

Les Léopards sont déjà à Tu-

nis depuis le 30 mai pour le stage, avec à leur tête le sélectionneur Hector Cuper. Neuf ont fait partie de la délégation de Kinshasa, notamment les gardiens de but Baggio Siadi (JS Groupe Bazano), Brunel Efonje (Jeunesse sportive de Kinshasa) et Jackson Lunanga (Maniema Union), les défenseurs Ernest Luzolo Sita de V.Club, Arsène Zola de Mazembe et Nathan

Idumba Fasika de Saint-Eloi Lupopo, le milieu de terrain Miché Mika du Mazembe, et les attaquants Lilepo Makabi de V.Club et Jonathan Bolingi Mpangi de Lausanne en Suisse qui était en séjour à Kinshasa. Six joueurs autres, apprend-on de Tunis, ont rejoint, le 31 mai, la tanière des Léopards directement dans la capitale tunisienne, dont Chris Mavinga, Fabrice Nsa-

kala (Beziktas en Turquie), Yoane Wissa, Gédeon Kalulu (AC Ajaccio/L2 France), Samuel Moutoussamy et Walter Bwalya (Al Ahly/Egypte). Neuf joueurs étaient attendus le 1er juin. Il s'agit de Marcel Tisserand (Fenerbahçe/Turquie), Gaël Kakuta (Lens/France), Paul-José Mpoku (Al Wahda/Emirats arabes unis), Ben Malango (Raja Casablanca/Maroc), Fabrice Ngoma (Raja Casablanca/Maroc), Dieumerci Mukoko Amale (El Difaa El Jadida/Maroc), Chadrac Akolo, Joël Ngandu Kayamba et Joël Kiassumbua (Servette de Genève/Suisse). Enfin, ce 2 juin, Cédric Bakambu (Beijing Gouan/Chine), Giannelli Imbula, le néo-international congolais Pelly-Ruddock Mpanzu (Luton Town/Championship Angleterre) et Enoch Inonga Baka (Daring Club Motema Pembe) qui a manqué le vol à cause de visa vont compléter le groupe à Tunis.

Martin Engimo

ADIAC

Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO

www.adiac.tv



AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, Boulevard Denis-Sassou-N'Guessa
Brazzaville - République du Congo



ÉRUPTION VOLCANIQUE

Le secteur bancaire parmi les donateurs

L'Association congolaise des banques (ACB), son bureau ainsi que l'ensemble des banques ont apporté une contribution de 500 000 dollars américains en faveur des déplacés de Goma, la capitale du Nord-Kivu.

Le bilan de la dernière éruption volcanique du Nyiragongo le 22 mai dernier reste lourd : plus de trente morts et une multitude de déplacés à Goma et ses environs. Sur le terrain, au moins sept ministres ont été mobilisés pour constater les dégâts et apporter les premières solutions aux attentes des victimes. Entre-temps, l'élan de solidarité a gagné du terrain sur l'ensemble du territoire national. A ce titre, le 31 mai dernier, une délégation de l'ACB a annoncé au Premier ministre, Sama Lukonde, une contribution de 500 000 dollars américains en faveur des déplacés de Goma. « *Nous sommes venus annoncer la nouvelle au Premier ministre et mettre en place avec le chef du gouvernement les modalités sur le*



Des banquiers posant avec le Premier ministre Sama Lukonde

décaissement », a expliqué le premier vice-président de l'ACB, Henry Wazne.

Sur instruction du gouvernement de la République, au moins dix quartiers situés

dans l'est de Goma, c'est-à-dire en pleine zone rouge, devraient se vider progressi-

« Nous sommes venus annoncer la nouvelle au Premier ministre et mettre en place avec le chef du gouvernement les modalités sur le décaissement »

vement de leurs occupants. Il s'agit d'une zone « très menacée » en cas de nouvelle éruption volcanique. Leur départ signifiera naturellement un nouvel exode massif. Pour y faire face, le patron du gouvernement, Sama Lukonde, a lancé un vibrant appel à la solidarité nationale. Il a décidé d'ailleurs d'activer le Cadre national de concertation humanitaire et toutes les personnes de bonne volonté pour collecter les différents soutiens en faveur des déplacés. Aussi le chèque d'un demi-million de dollar des banquiers a-t-il été remis symboliquement au Premier ministre Lukonde qui, pour sa part, n'a pas attendu pour le remettre directement au ministre des Finances, Nicolas Kazadi. Nous y reviendrons.

Laurent Essolomwa

MALI

La France et l'Allemagne sur la même longueur d'onde face à la junte militaire

Les dirigeants ouest-africains se sont réunis, le 30 mai, en sommet extraordinaire à Accra au Ghana, pour décider de la réponse à apporter au double putsch des militaires au Mali. C'était en présence du nouveau président du Mali, le colonel Assimi Goïta. La France et l'Allemagne opposées à la junte militaire.

Ce sommet extraordinaire de la CEDEAO était exclusivement consacré à la situation au Mali. Le Colonel Assimi Goïta était invité pour des consultations. Le président français Emmanuel Macron avait déjà averti, dans un entretien au Journal du dimanche, que la France « *ne resterait pas aux côtés d'un pays où il n'y a plus de légitimité démocratique ni de transition* », alors que la Cour constitutionnelle malienne validait, le 29 mai, le colonel Assimi Goïta, comme président de transition, parachevant le coup de force. Assimi Goïta et un groupe d'officiers avaient renversé le président Ibrahim Boubacar Keïta. Sous la pression internationale, la junte avait finalement accepté

la nomination d'un président et d'un Premier ministre civils. Elle s'était engagée à organiser des élections et à rendre le pouvoir à des civils à l'issue d'une transition de 18 mois. Le 24 mai, l'ancien commandant de bataillon des forces spéciales a fait arrêter le président et le Premier ministre, cautions civiles de la transition, foulant aux pieds l'engagement

claré qu'il « *ne resterait pas aux côtés d'un pays où il n'y a plus de légitimité démocratique ni de transition* », dénonçant un « coup d'Etat inacceptable », et craignant une connivence entre le pouvoir et les djihadistes. Il menace de retirer les militaires français de la force Barkhane. Les Etats-Unis ont brandi la même menace.

C'est avec fermeté que

« *ra en aucune manière remplacer le président de la transition* ». L'UE a salué la médiation de la CEDEAO et la suspension du Mali des instances de l'organisation régionale. L'UE a indiqué qu'elle soutient particulièrement le maintien du calendrier des élections présidentielles au 22 mai 2022, et condamne l'incarcération et la mise à l'écart du président et du Premier mi-

« *pas tenues* », a indiqué Emmanuel Macron, lors du dernier conseil des ministres franco-allemand pour la chancelière allemande, Angela Merkel. « *Je ne peux que m'associer aux propos d'Emmanuel Macron* », confirmant l'entente des deux dirigeants sur le Mali. Interrogée sur l'engagement de la Bundeswehr dans l'opération Barkhane, Angela Merkel a estimé de son côté que la mission de formation de l'Union européenne au Mali, dont l'Allemagne est l'un des principaux contributeurs, devait poursuivre son travail au Sahel. « *Nous pensons que notre présence continue d'être importante et que rien n'a changé* », a-t-il souligné.

Noël Ndong

« Nous pensons que notre présence continue d'être importante et que rien n'a changé »,

militaire, et suscitant le doute sur la tenue d'élections début 2022. Pour désapprouver le passage en force des militaires, Emmanuel Macron a dé-

les dirigeants ouest-africains ont déclaré que « *La transition politique sera dirigée par un civil* » et « *le vice-président de la transition (...) ne pour-*

nistre de transition, dans un communiqué.

« *Ni la France, ni ses partenaires n'ont vocation à s'engager si ces dispositions ne sont*

DISPARITION

Des adieux à Christian Barros

Les autorités ont fait le 1er juin à Pointe-Noire leurs adieux à Christian Barros, président de l'Union patronale et interprofessionnelle du Congo (UniCongo), décédé le 25 mai à l'âge de 74 ans dans le département du Kouilou.

Les membres du gouvernement en tête desquels le ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale, Firmin Ayessa, le ministre du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé, Antoine Nicéphore Thomas Fylla Saint-Eude, le ministre des Zones économiques spéciales et de la Diversification économique, Emile Ouosso, les chefs d'entreprises, ainsi que d'autres hautes personnalités du pays ont rendu un dernier hommage au regretté président de l'UniCongo. En effet, Christian Barros était également président du conseil d'administration de la Caisse nationale de sécurité sociale. Homme d'affaire aguerri, il a



construit en République du Congo dans les années 1993, Codisco, l'une des plus grandes entreprises privées du pays, présente dans plusieurs do-

maines. Spécialisée dans un premier temps dans la vente et distribution des produits de quincaillerie, bâtiment et construction,

Les trois ministres au sortir de l'église Adiac Codisco s'est agrandie et a ouvert, en 2000, le département froid et climatisation avec la vente, l'installation, la maintenance de toutes puissances en

conditionnement d'air. Une année après, la société met en place une équipe entièrement dédiée à la désinsectisation, dératisation et la désinfection. En 2013, le département technique de la société diversifie son activité à travers le développement de l'activité de plomberie. « *Le destin a été trop cruel. Il avait encore beaucoup à faire, les Congolais avaient encore besoin de lui. Nous ne l'oublierons jamais* », ont dit ses collaborateurs rencontrés après la messe de requiem officinée par Mgr Miguel en l'église Notre-Dame de la ville océane. La dépouille de Christian Barros quitte Pointe-Noire ce 2 juin pour être inhumée en France.

Hugues Prosper Mabonzo

PROCESSION MARIALE

La 6^e édition consacrée à la paix, l'unité et la fin de Covid-19

La sixième édition de la procession mariale a eu lieu le 30 mai à Dolisie sous le patronage de l'administrateur apostolique du diocèse de Dolisie, archevêque coadjuteur de Brazzaville, Mgr Bienvenu Manamika Bafouakouahou, en présence de la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault, et du nonce apostolique, Mgr Francisco Escalante Molina.

Le mois de mai est considéré par les catholiques comme le mois marial. Pour sa sixième édition, la procession mariale a débuté à la paroisse St Michel Archange de Moupepe. Durant cinq heures du temps, le long cortège des fidèles de l'église catholique avec à sa tête Mgr Bienvenu Manamika Bafouakouahou et ses hôtes de marque, a sillonné dans toutes les artères de Dolisie en passant par les paroisses Moupepe, St Jean Paul 2, Notre dame de Fatima, St Jean Baptiste, pour finir son parcours à la cathédrale St Paul Apôtre de Dolisie où une foule immense était présente pour accueillir la vierge Marie à la place mariale de ladite Cathédrale. « *La Sainte mère, notre maman Maria vient de visiter tous les quartiers de Dolisie. Nous savons qu'il a porté Jésus Christ lumière du monde dans tous ces coins et recoins de Dolisie. Il n'y a aucun doute que c'est notre dame auxiliaire patronne du diocèse de Dolisie qui nous a invité ici. Elle a voulu que nous pussions marcher avec elle dans un seul but, la paix, l'unité et la fin du Covid-19* », a déclaré l'administrateur apostolique du diocèse de Dolisie, archevêque coadjuteur de Brazzaville, Mgr Bienvenu Manamika Bafouakouahou.

Avant d'ajouter que l'humanité est face à une franche menace existentielle. Le virus du Covid-19 ne choisit pas sa cible, il avance sans sélection. Son implacabilité nargue encore le monde scientifique qui peine à le maîtriser provoquant ainsi un grande-



Le cortège pendant la procession mariale (crédit photo/MEDDBC)

ment d'inquiétude dans l'humanité. Son impact sur les santé physiologiques, psychiques, économiques et même spirituels est défavorable à la prospérité. Sans sous-estimé moult tentatives de solution préconisées çà et là, des hommes de prière se font le devoir de lever les mains vers le ciel pour accompagner les efforts humains dans la recherche d'une solution définitive. C'est le sens de l'appel du pape François qui a voulu dans sa lettre du 25 avril 2020 que des prières soient élevées au mois de mai, mois de la vierge Marie pour obtenir par sa puissante intercession la fin du Coronavirus, a-t-il signifié. La procession mariale, a-t-il

poursuivi, s'inscrit dans cette dynamique corroborant la parole du Christ Jésus en Jean 5 : 5 « Sans moi vous ne pouvez rien faire »... « *Comme nous l'avions mentionné des avancées importantes sont effectuées à travers des vaccins, mais cela n'est pas suffisant pour le moment. Voilà pourquoi, en plus des capacités de l'intelligence humaine et de notre collaboration aux efforts qui nous sont demandés, nous croyons du plus profond de notre cœur que si l'homme revient à Dieu par des comportements plus saints enracinés dans la foi, le triomphe lui sera servi. Mais pour cela il faut avancer avec patience en affermissant notre*

cœur », a-t-il souligné. Le nonce apostolique qui n'a pas voulu quitter le Congo sans recevoir les grâces de notre dame auxiliaire patronne du diocèse de Dolisie, a accordé à l'issue de cette procession mariale, la bénédiction aux chrétiens.

Un concert en prélude à la procession

Obéissant au triptyque du cérémonial qui n'est autre que le concert, la messe, et la procession mariale, en prélude à la procession mariale, il a été organisé un concert à la veille puis une messe en matinée, le jour même de la procession mariale. S'agissant du concert qui s'est déroulé

à la cathédrale St Paul Apôtre de Dolisie, il a connu la participation de plusieurs chorales. Il s'est agi entre autre des chorales : St Jean, St Jean-Paul II, Ô ma joie, St Michel, Les Séraphins, Schola populaire, St Charles Lwanga, ... Sur le sens de ce concert, Mgr Bienvenu Manamika Bafouakouahou, a dit que non seulement ce concert donne de la joie aux cœurs des Congolais, aux cœurs des Dolisiens, pour essayer de revivre un bonheur ensemble, mais il rappelle également qu'ils ne sont pas des enfants de la tristesse quelle que soit l'épreuve que leur apporte le Covid-19 avec ses aléas, avec ses conséquences. « *Ce concert est une manière de lier l'utile à l'agréable, d'intéresser chaque dolisien et aussi chaque congolais à comprendre qu'au-delà de nos petites misères nous pouvons vivre quelque chose de fort, la joie ; quelque chose de culturelle à travers les chants de prière qui nous connectent avec Dieu et qui nous rappelle que nous ne sommes pas des misérables, des vivants, mais des vivants à l'image de Jésus Christ qui nous apporte le bonheur. Voilà le sens de ce chant de ce concert* ».

Quant à la messe, elle a été unique et s'est déroulée dans toutes les paroisses du diocèse de Dolisie. La particularité de celle-ci a été à St Michel de Moupepe où il y a eu célébration de la confirmation par le nonce apostolique. Notons que cette messe a été animée par les Séraphins, la chorale St Michel et les Grégoriens.

De Dolisie, Bruno Okokana

INTERVIEW

Daniel Oba : « Agissons fort pour réduire la prévalence du tabagisme au Congo, cela est possible »

Déclarait ainsi, Daniel Oba, coordonnateur du réseau des communicateurs congolais de lutte antitabac, un jour après la célébration de la Journée mondiale sans tabac tenue le 31 mai dernier lors d'une interview accordée aux Dépêches de Brazzaville.

Les Dépêches de Brazzaville : Quelles sont les missions de l'ONG que vous coordonnez ?

Daniel Oba : Le réseau des communicateurs congolais de lutte antitabac qui regroupe les animateurs des ONG et associations d'éducation, les journalistes, les promoteurs des medias, les juristes, les chercheurs et autres spécialistes, a pour missions de vulgariser les mesures de lutte antitabac au Congo en particulier ; sensibiliser et éduquer la population sur les méfaits du tabagisme ; exposer les stratégies et les tactiques de l'industrie de tabac, qui sapent les efforts de protection de la santé publique ; expliquer les méfaits du tabac sur notre santé, nos économies et sur notre environnement.

LDB: Quel est le message saillant de l'OMS pour la Journée mondiale sans tabac édition 2021 ?

D.O : La demande de l'OMS pour l'édition 2021 est « s'engager à arrêter », elle exige aux fumeurs d'arrêter de fumer, surtout pendant cette période de propagation du COVID 19 qui affecte largement nos santés et nos économies car, le tabagisme altère les défenses immunitaires, réduit les capacités pulmonaires et rend l'organisme vulnérable au coronavirus. S'engager à arrêter de fumer est aussi une invitation aux gouvernements et aux organisations de la société civile des dif-

férents pays de prendre en ligne de compte la santé des fumeurs, en investissant et en développant les services de sevrage tabagique, ce qui justifie le deuxième message : « Nous devons apporter aux consommateurs du tabac l'aide dont ils ont besoin pour arrêter », il est question non seulement de prendre position contre l'industrie du tabac, mais de tenir compte du droit des fumeurs à vivre en bonne santé et de réduire les conséquences néfastes de la COVID 19.

LDB : Quelle est la situation du tabagisme et de la lutte anti-tabac en République du Congo ?

D.O : La République du Congo a intégré le processus de lutte antitabac en 1998, avec la nomination du point focal antitabac en 2005, la ratification et la mise en vigueur de la convention cadre de l'OMS pour la lutte antitabac en 2007. La prévalence tabagique au Congo est de 8%, elle est de 15,6% chez les jeunes scolarisés de 13 à 15ans et de 33% chez les jeunes de plus de 15 ans. 46,8% de garçons contre 41,5% de filles sont exposés à la fumée de tabac des autres dans des lieux publics. Le Congo a mis en place un comité technique interministériel de lutte antitabac en 2010, promulgué la loi 12-2012 du 4 Juillet 2012 relative à la lutte antitabac, adhéré au protocole pour l'élimi-



nation du commerce illicite des produits du tabac en 2015, publié trois décrets d'application de la loi antitabac en 2018 ; il a élaboré deux plans intégrés de communication de lutte antitabac (2011-2015, 2017-2019) et un plan stratégique multisectoriel de lutte antitabac 2018-2022. Le pays a fixé comme objectif la réduction du taux de prévalence du tabagisme de 8% à 4% de manière générale et de 33% à 11% chez les jeunes en particulier.

LDB: Pourquoi l'OMS demande-t-elle aux pays signataires de la convention de

lutter contre les produits du tabac ?

D.O : Parce que les produits du tabac sont nocifs et mortels, ils sont très dangereux pour notre santé, nos économies et notre environnement. La fumée du tabac qui renferme plus de 4000 substances toxiques (goudrons, monoxyde de carbone, nicotine, phosphore, formol...) et plus de 60 substances cancérigènes (polonium, Benz pyrène, chlorure de vinyle...) est la principale cause des maladies chroniques, des cancers et la deuxième cause de mortalité dans le monde. Le taba-

gisme rend pauvre en perturbant les équilibres des budgets au niveau familial et de l'Etat ; le tabac pollue et dégrade l'environnement, il assure l'intoxication des non-fumeurs (le tabagisme passif)

LDB: Pourquoi dit-on que le tabac est une menace pour la jeunesse ?

D.O : Parce que l'industrie de tabac cible les jeunes qui constituent la couche la plus importante, elle utilise toutes les stratégies et tactiques (manipulation, mensonge, réseaux sociaux...) pour amener les jeunes à fumer très tôt et à les maintenir dans la dépendance tabagique.

LDB : Dans ce cas, que préconise le coordonnateur du réseau afin que ces fumeurs se libèrent du tabac ?

D.O : Deux approches sont possibles pour se libérer du tabac : une, individuelle, consiste à prendre une décision, un engagement, à briser les fausses croyances ou les illusions sur les produits du tabac et à éviter les comportements sociaux qui freinent le sevrage tabagique. Une autre, sociale, consiste à se faire aider, assister ou accompagner par un médecin, un ancien fumeur, un conjoint, une association de lutte antitabac, grâce aux services de sevrage développés dans le pays. Et cela est possible.

Propos recueillis par Faustin Akono

VIE ASSOCIATIVE

Le Lions Club initie une réflexion autour du leadership

En séjour de travail à Pointe-Noire, Serge Constant Ebene, gouverneur du District 403 B1, a animé le 29 mai 2021 une conférence-débat sur le thème : Leadership et service à nos communautés.

Cette activité avait pour objectif de présenter le Lions Club au public à travers son objet, les actions menées et son engagement à servir les communautés.

D'emblée, Serge Constant Ebene a posé la problématique par un questionnement pluriel: Quels sont les liens entre leadership et service à nos communautés, comment le leadership peut-il impacter sur le service à la communauté, comment et pourquoi l'on devient un leader d'impact communautaire ?

A ces interrogations, l'orateur s'est appuyé sur deux citations. I have a dream (J'ai un rêve) de Martin Luther King et « On ne peut aller bien loin dans la vie, si l'on ne commence pas à faire quelque chose pour autrui » de Melvin Jones.

Selon Serge Constant Ebene, le leadership est une confiance qui a été donnée par un groupe à quelqu'un pour un moment et pour un objectif collectif tandis que le leader est celui qui conduit des gens vers un objectif collec-

tif pour l'intérêt du groupe. Des propos étayés par des exemples de trois leaders dont l'auréole mondiale dans le domaine ne se dément plus. Martin Luther King, qui s'est battu pour l'égalité des races, Nelson Mandela, en prônant la résistance active contre l'opresseur, Mahatma Gandhi qui a lutté pour l'indépendance de sa Nation par la non-violence. Trois grands leaders au dénominateur commun : se battre pas pour soi-même mais se battre pour la communauté.

Pour l'orateur, Melvin Jones, le premier lion a également incarné les valeurs d'altruisme, de solidarité et de philanthropie à travers son crédo. « Si nous mettions tous nos talents au service de la communauté est-ce que nous ne contribuerons pas à créer un monde meilleur ? De cette vision est né le Lions Club International, la plus grande association du monde créée en 1917. La seule ONG qui a un poste d'observateur social aux Nations unies qui lui consacre chaque année

une journée entière », a-t-il indiqué.

Présente dans plus de 206 pays du monde avec près de 1,5 million de membres et première Ong mondiale sur la capacité à canaliser et à coordonner l'engagement social et philanthropique, Lions Club International, grâce aux subventions, mènent plusieurs actions humanitaires en lien avec son objet, à savoir la lutte contre la vue, le cancer infantile, la faim, le diabète et l'environnement, a-t-il rappelé. Des actions visibles au Congo comme le centre de prise en charge des diabétiques en construction à l'hôpital général de Loandjili mais aussi d'autres actions qui impactent sur les communautés comme l'a rappelé Mbadinga Itsouhou, Past District Gouverneur 2019-2020. Des actions qui donnent du sens au leadership et au leader dont la caractéristique principale est de mettre à côté



Serge Constant Ebene, gouverneur du district 403B1

l'égo, de mettre à disposition son temps et son talent au service de la communauté selon le principe « je tends la main pour demander, je tends la main pour donner ».

Comment être Lion ?, qu'attend-on d'un Lion ?, qui peut-être Lion ?... autant de questions et d'interrogations qui ont trouvé réponse lors des échanges avec l'assistance édifiée sur le fondement de l'association où sont mis en avant le binôme: être humaniste et être engagé. Tout Lion y consacre ainsi son temps et son énergie à défendre ces valeurs et en écartant toute discussion sur la politique partisane, les réflexions sur la religion... « Etre Lion c'est appartenir à une grande famille internationale d'amis, avec lesquels on discute, on échange. Partout, l'on se sent chez soi », a conclu Serge Constant Ebene.

Des décorations et des distinctions diverses ont été décernées aux différents Lions pour leur humanisme et leur engagement à servir la communauté.

Hervé Brice Mampouya

PARUTION

Antoine Mabiala-Bakala présente ses deux ouvrages

« Missel du culte d'intercession, Enseignements et prières » ; et « Se préparer pour l'avènement de Christ », sont les deux ouvrages à caractère spirituel parus aux éditions ADCLF et présentés par Antoine Mabiala-Bakala dans la salle de conférence du ministère de la Culture et des Arts.

Le premier ouvrage, « Missel de culte d'intercession », est un livre de quatre-cent-trente-quatre pages subdivisé en cinq grandes parties et composé de trente-deux chapitres représentant chacun une intention de prière, dont cent-trente-quatre au total. Pour l'auteur, beaucoup ont été écrits sur l'intercession et sa pratique, mais pas de missel de culte d'intercession qui permettrait de pratiquer avec méthode ce ministère. Tout intercesseur trouvera en cet ouvrage un nouvel outil de ressourcement en vue de renforcer ses compétences pour le bon exercice de son ministère. Dans ce missel, dit-il, il a voulu corriger certains faits observés pendant les intercessions, entre autres, la tendance à réduire l'intercession à une session de délivrance et de guérison miracle ou à des seules requêtes de bien-être. Les objectifs visés dans ce livre, écrit l'auteur, sont : exercer avec méthode le ministère de l'intercession : d'où la nécessité d'un missel ; rappeler aux chrétiens les prescriptions relatives à la pratique de l'intercession



L'auteur dédicant ses ouvrages (crédit photo/Adiac)

; faire connaître la souveraineté de l'éternel Dieu ; amener les chrétiens à se débarrasser des frayeurs des malédictions et des attaques du diable ; Communiquer les valeurs morales se fondant sur Jésus Christ (obéissance et fidélité) ; Comblent le manque de parole de Dieu observé pendant les prières... Pour Antoine Mabiala-Bakala, « Missel du culte d'in-

tercession, Enseignements et prières » est un bréviaire pour le chrétien et un outil de ressourcement pour les intercesseurs.

Se préparer pour l'avènement du Christ

Quant au second ouvrage intitulé « Se préparer pour l'avènement du Christ », il est composé de deux parties, et compte quatre chapitres. Cette partie en-

seigne sur la désobéissance de l'homme face à son créateur depuis l'aube de temps jusqu'à ce jour, et les conséquences de la désobéissance. Car pense l'auteur, la terre est entièrement souillée par le diable qui y règne en maître au point où Dieu va refaire d'autres ciels et une nouvelle terre. De manière détaillée, ce livre traite de l'interpellation faite à tout homme sachant que la fin du

monde est proche. L'interpellation vaut la peine car Dieu ne veut perdre aucune de ses brebis.

Les signes annonciateurs de la fin des temps sont quotidiennement vécus par le monde aujourd'hui à savoir : la floraison des faux prophètes ; la multiplication des catastrophes naturelles (inondation et incendie de grande envergure, le tremblement et glissement de la terre, la famine à grande échelle, les pandémies et les épidémies) ; des comportements sociaux et inadmissibles (homosexualité) ; les guerres dévastatrices secouent le monde ; Profanation des tombes et la vente des ossements humains. « Nous avons rappelé aux chrétiens l'avènement de Christ et son corollaire l'enlèvement de l'église. Nous avons également parlé du jugement de participer à l'enlèvement de l'église. Il s'agit de se dépouiller du vieil homme et de marcher en nouveauté de vie », écrit l'auteur. Dans ce second ouvrage, l'auteur a adressé un message aux jeunes ; aux animistes ; et aux intellectuels.

Bruno Okokana

PARUTION

«Demain nous voici», nouvelle œuvre à la collection anthologie de la littérature congolaise

Dans une anthologie écrite par de jeunes auteurs s'exposent des mélanges multicolores en l'honneur du poète et écrivain Léopold Pindy Mamonson.

Préfacé par Brice Arsène Mankou et une postface de Christina Lux, le collectif des auteurs en France de «Demain nous voici», paru chez l'Harmattan, revisite la beauté des textes, auxquels se mêlent la densité et la diversité des styles de chaque auteur de l'héritage reçu du poète et écrivain Léopold Pindy Mamonson.

Non seulement ces jeunes ont clamé bien haut la splendeur de la poésie, le langage du verbe, mais ils ont également contribué à raviver le souvenir d'un poète, inspiré par la muse, transmetteur d'un message essentiel qui dépasse son propre entendement.

Il s'agit de : Christopher Jivot Bitouloulou, Luce Bénédicte Gangoué, Moyi Mbouran-gon, Amiral Kinz, Mc Axel Ouamabia, Gid Zola-Louzolo, Galant Ntiakoulou et Lysias Yoane Mylandou-Massengo.

Attentifs aux turbulences de leur époque, ils prennent conscience de leur futur. Ils raisonnent en se disant : Parce que les pages du futur se marquent à l'encre du présent. Parce que l'espoir ne se transmet que dans les actions entreprises, « Demain nous voici » est une révolution naissant d'une aventure pure et d'une volonté collective. Ils estiment que c'est un discours fédérateur et une sonnette d'alarme pour toute une génération qui s'endort dans le silence des lieux où crépite la misère des temps rageants. Et ils qualifient cette anthologie telle une ponctuation d'exclamations.

L'exclamation dans l'admiration d'une jeunesse qui lutte et ne croupit point face à l'adversité. L'exclamation dans l'exécration face à l'injustice.

Marie Alfred Ngoma

Cercle Littéraire Encre Azurée (Le CLEA)

Amiral KINZ et
Christopher Jivot BITOULOLOU-JULIENNE NTSOULI NGAMBO (Dr)

Demain nous voici

Mélanges en l'honneur du poète
et écrivain Léopold Pindy MAMONSONO

Anthologie de la littérature congolaise



Preface de Brice Arsène MANKOU
Postface de Christina LUX

Les impliqués
Éditeur